

## Te Avei'a - T2 2020 - La crise sanitaire perturbe l'activité économique

**Les mesures prises pour lutter contre la pandémie de Covid-19 sur le territoire ont perturbé le tissu économique local. Plusieurs pans entiers de l'économie se retrouvent rapidement en difficulté (tourisme, pêche, perle, etc.), pesant par la même occasion sur l'emploi. Pour y faire face, le gouvernement a mis en place plusieurs aides à destination des entreprises et des ménages.**

### Le déconfinement a permis un rebond d'une partie de l'activité économique en juin

L'analyse du chiffre d'affaires des entreprises polynésiennes au cours du deuxième trimestre montre la rudesse du choc économique liée à la situation sanitaire. Sur le seul mois d'avril, le chiffre d'affaires global (hors banque et assurance) recule de 25 %. Ce choc d'offre touche principalement les activités touristiques (hébergement, restauration et transport) qui contribuent pour 9 points à cette contraction. Le secteur du commerce est pénalisé par l'arrêt des commerces automobiles, la baisse du prix et des ventes de produits pétroliers, et par une légère contraction des commerces alimentaires.

Malgré ce choc, depuis le début du déconfinement fin avril, l'activité des entreprises hors tourisme se redresse. Ainsi, l'économie polynésienne (hors secteur touristique, banque et assurance) aurait fonctionné en mai à près de 90 % de son niveau de mai 2019. Le chiffre d'affaires global est même supérieur en juin 2020 par rapport à juin 2019.

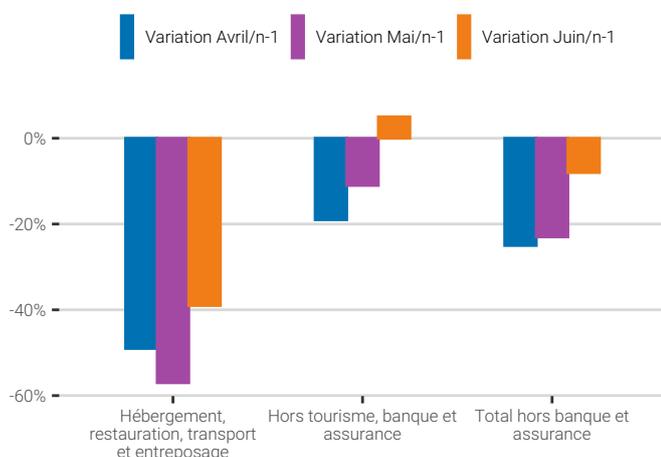
En juin, la reprise d'activité des entreprises hors tourisme concerne essentiellement la construction (+ 25 %), le commerce (+ 3 %) et l'ensemble des activités de service à destination des ménages et des entreprises. Ce rebond relativement important a permis aux entreprises polynésiennes (hors tourisme) de combler un dixième des pertes d'avril et mai 2020.

Sur le deuxième trimestre, le chiffre d'affaires (hors tourisme, banque et assurance) baisse de 11 % (- 20 milliards de FCFP), alors que celui des entreprises « touristiques » est divisé par deux (- 26 milliards de FCFP). Le chiffre d'affaires global s'est donc contracté de 20 % sur ce trimestre. Sur le premier semestre, la perte est de 9 % (- 39 milliards de FCFP) dont 7 points pour les seules activités touristiques. Les entreprises exportatrices de produits locaux sont elles aussi fortement impactées par l'arrêt du transport aérien vers l'Asie ou les États-Unis.

### Les entreprises de transport et d'hébergement en grande difficulté

Le secteur touristique a pâti de l'absence des touristes sur le deuxième trimestre 2020 suite à la fermeture des frontières le 19 mars. Seuls deux hôtels ont ouvert au moins une nuit en avril, sept en mai et quatorze au mois de juin. Les chambres offertes entre avril et juin 2020 atteignent seulement 6 % du nombre réalisé en 2019. Moins de 2 200 nuitées ont été vendues, soit 1 % de celles du deuxième trimestre 2019. La perte du chiffre d'affaires des hébergements touristiques polynésiens est estimée à 11,5 milliards de FCFP pour le deuxième trimestre (- 87 %). Ce secteur qui représente 6 % du chiffre d'affaires global et qui emploie plus de 5 000 salariés, contribue pour 5 points à la baisse du chiffre d'affaires global de l'économie ce trimestre. Dans ce contexte, deux hôtels ferment définitivement leur porte dès la fin du mois de mai (l'Intercontinental de Moorea et le Méridien de Bora Bora) entraînant le départ de 340 salariés au total. Les entreprises de transport sont elles aussi fortement pénalisées avec une contraction de près de 90 % de leur chiffre d'affaires au deuxième trimestre.

Fig. 1. Evolution du chiffre d'affaires des entreprises sur un an



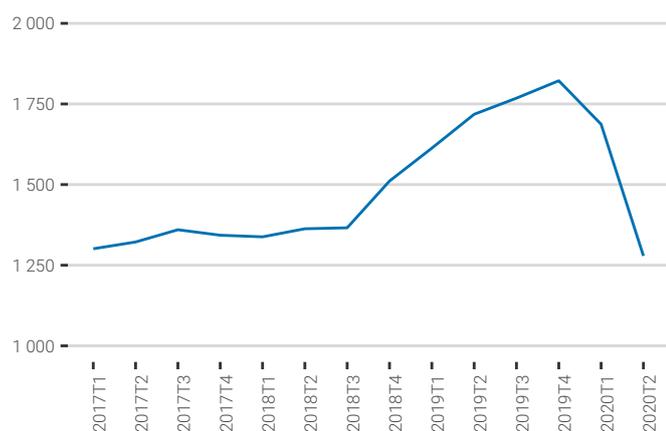
Source : DICP - Estimations ISPF

## Les exportations des principaux produits locaux souffrent de l'absence de transport aérien

Les recettes à l'exportation en produits locaux diminuent à 500 millions de FCFP sur ce trimestre contre 2 milliards de FCFP en 2019 (- 72 %). Les exportations de produits perliers, presque totalement à l'arrêt, contribuent pour 42 points à la baisse et celles des produits de la pêche pour 20 points. Les recettes à l'exportation en perles de culture brutes sont de 2 millions de FCFP ce trimestre contre 788 millions de FCFP il y a un an. L'absence de transport aérien explique ce résultat. Si l'ouverture des lignes aériennes au cours du deuxième semestre doit améliorer la situation conjoncturelle, la suspension des permis de travail des greffeurs chinois au début de la pandémie pourrait aussi peser sur les volumes de production de perles en 2021.

Avec des accès encore possibles sur les marchés européen et américain, les produits issus de la pêche continuent de se vendre pour 99 millions de FCFP au deuxième trimestre, soit une baisse de 80 % des recettes. Le montant exporté des produits de la pêche est inférieur aux recettes d'huile de coprah (+ 2 %) et identique à celles des exportations de noni (- 34 % sur le trimestre). Fait notable, les recettes de la vanille progressent de 26 %. Ces produits s'en sortent mieux sur le trimestre car ils s'exportent par voie maritime.

**Fig. 2.** Evolution des exportations des produits issus de la pêche (cumul sur les 12 derniers mois en millions de FCFP)



Source : Service des Douanes - ISPF

## Un soutien massif à l'économie

Face à cette situation, des mesures de soutien massives aux entreprises et aux ménages ont été prises en Polynésie comme dans la plupart des pays. Après les mesures d'urgence mises en œuvre pendant le confinement visant à préserver autant que possible le tissu productif et les revenus des ménages, le gouvernement s'est attelé à trouver des ressources pour pouvoir maintenir une grande partie de ces aides sur une période plus longue. En parallèle, se pose la question du financement nécessaire au plan de relance et de soutien à l'économie. Un prêt de l'État de 28,6 milliards de FCFP a été mis en œuvre pour absorber ce choc économique sans précédent, avec notamment le financement des mesures d'aides et la prise en charge du déficit de la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS).

Fin juin, les dépenses engagées par le Pays pour répondre à la crise sanitaire s'élevaient à 11,9 milliards de FCFP : 2,7 milliards de FCFP en dépenses de santé publique, 3,1 milliards de FCFP pour la sauvegarde des emplois salariés, 4,7 milliards de FCFP pour l'accompagnement des entreprises et 1,4 milliard de FCFP pour les dispositions sociales.

## L'emploi salarié marchand impacté par le mois de confinement

En avril, mois du confinement en Polynésie française, l'indice de l'emploi salarié marchand est en repli dans tous les secteurs. L'hôtellerie-restauration, avec une baisse de 21 %, est le secteur le plus touché et le plus dépendant du tourisme. En juin, l'indice s'améliore par rapport à mai, notamment dans l'hôtellerie-restauration et les services. Sur les douze derniers mois, l'indice de l'emploi salarié baisse de 4,8 %, soit une perte de 1 500 emplois, dont les trois quarts se retrouvent dans les entreprises « touristiques » et plus précisément dans l'hôtellerie-restauration.

**TABLE 1.** Évolution de l'indice de l'emploi salarié du secteur marchand (variation mensuelle)

	Avril	Mai	Juin
<b>Champ ICS</b>	- 9 %	- 0,3 %	3 %
<b>Industrie</b>	- 6 %	2 %	0,9 %
<b>Construction</b>	- 9 %	7 %	1,4 %
<b>Commerce</b>	- 5 %	1 %	0,6 %
<b>Hôtellerie-Restauration</b>	- 21 %	- 3 %	6,3 %
<b>Services</b>	- 8 %	- 1 %	4,3 %

Source : CPS - ISPF

Si la baisse de l'emploi au deuxième trimestre est deux fois moins importante que celle de l'activité économique, cela tient pour beaucoup aux mesures mises en place pour préserver l'emploi (baisse de salaires, temps partiels, soutien aux entreprises et aux salariés) et aux attentes des chefs d'entreprises sur le deuxième semestre 2020.

Pour illustrer ce décalage, on peut citer l'exemple du transport aérien. Son chiffre d'affaires s'est contracté de 88 % avec des effectifs salariés en recul de seulement 2 %. Ce secteur a bénéficié sur son volet international d'une aide de 2 milliards de FCFP dès le début de la crise, qui lui permet de conserver ses effectifs. Cela n'étant pas suffisant, le temps de travail a été diminué de plus de 30 % en moyenne au mois de juin dans ce secteur.

Les heures travaillées en Polynésie française ont baissé de 10 % en juin par rapport à 2019, soit l'équivalent de 4 500 emplois équivalents temps plein.

Pour l'instant, le nombre d'emplois salariés résiste à la crise au prix de nombreuses réorganisations. L'intérim a essuyé les plus lourdes pertes au début du confinement avec plus de 56 % d'emplois perdus, mais rebondit en juin à 90 % du total des effectifs de février.

## Une consommation des ménages en recul

Entre mars et mai 2020, les encours de crédits des ménages baissent de 1,3 milliard de F.CFP, illustrant le choc sur la consommation de la période de confinement. Les crédits d'habitat sont également en baisse de 350 millions de F.CFP. À l'inverse, les dépôts à vue et les dépôts rémunérés des ménages progressent sur les trois mois (+ 10,3 milliards de F.CFP et + 1,3 milliard de F.CFP respectivement) traduisant un surplus d'épargne des ménages poly-nésiens pendant la période de confinement. Ces revenus épargnés pendant le mois d'avril vont en partie permettre le rebond du secteur du commerce au mois de juin (+ 3 %).

Cette baisse de consommation importante des ménages sur le trimestre impacte les importations à destination des ménages qui diminuent de 12 %, soit 2,7 milliards de F.CFP de moins qu'en 2019. La baisse globale s'explique par le recul des importations de biens de consommation qui contribuent pour 8 points à la décroissance et par celui des importations des produits de l'industrie automobile (- 5 points).

Au deuxième trimestre, l'indice des prix à la consommation est stable (+ 0,08 %) par rapport à la même période en 2019. Le prix de vente à la pompe de l'essence et du gasoil a diminué à deux reprises (1er mai et 1er juin) avec la baisse du prix mondial (- 53 %) des produits pétroliers. Les pays producteurs de pétrole confrontés à la baisse de la demande et des prix n'ont pas réussi à s'entendre pour baisser la production globale.

## Des perspectives de court terme différentes selon les secteurs

Le deuxième trimestre 2020 a donc été catastrophique et ce, malgré le rebond en partie mécanique de juin, où l'épargne des ménages constituée lors du confinement est utilisée pour rattraper la consommation dans certains secteurs. C'est le cas de beaucoup d'économies dans le monde : les contraintes sanitaires continuent de peser sur l'offre (distanciation, réduction des rassemblements etc.), tandis que la demande risque d'être anémiée par les incertitudes sanitaires et économiques qui persistent. Avec la réouverture des frontières et du ciel, l'offre touristique tente de renouer avec ses niveaux d'avant crise : la réouverture du parc hôtelier est progressive mais le transport aérien est toujours dépendant des mesures sanitaires de chaque pays. Les déplacements seront limités pour les pays traditionnellement clients de nos hôtels jusqu'à la fin 2020. Certaines restrictions sanitaires peuvent avoir des impacts importants et durables dans certains secteurs comme le transport aérien de voyageurs, dans l'événementiel et les loisirs, la restauration, etc.

## Méthodologie

**Indice emploi salarié marchand :** cet indice est réalisé mensuellement et calculé à partir de l'exploitation avancée des déclarations de main-d'œuvre à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS). Ces déclarations sont obligatoires pour tous les salariés dépendant du régime des salariés de la CPS. Ces indices (base 100 en janvier 2000) permettent de calculer et de comparer facilement les évolutions entre deux périodes données.

Les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce, de l'hôtellerie-restauration et des autres services constituent une es-

timation de l'emploi salarié marchand. L'emploi salarié de ces secteurs représente 90 % du secteur marchand et deux tiers de l'emploi salarié total déclaré.

Les secteurs de l'agriculture, les administrations, l'éducation, la santé et l'action sociale, les services collectifs, sociaux et personnels et les activités domestiques sont exclus des estimations du fait de leurs structures particulières (prédominance de très petites entreprises ou d'administrations importantes) et de leurs régimes spécifiques de déclaration (retards tolérés ou déclarations trimestrielles).

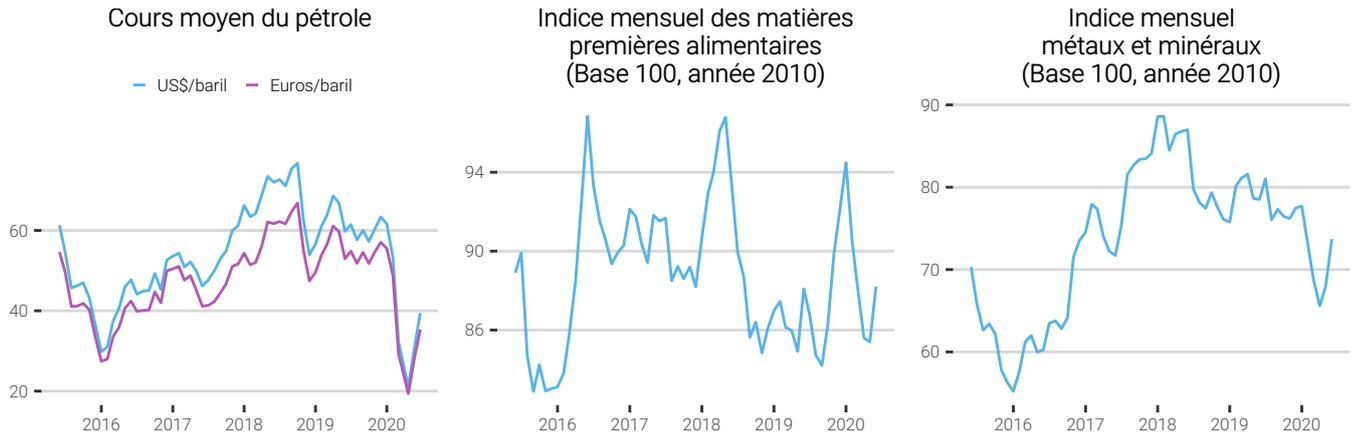
Pour les trois derniers mois et en cas d'absence de déclaration de l'employeur, ces déclarations manquantes sont estimées à partir de l'évolution moyenne de l'emploi salarié des établissements déclarant à la Caisse de Prévoyance Sociale deux mois d'affilée suivant les tailles et secteurs d'activité. Ces séries sont ensuite corrigées des variations saisonnières.

**Correction des variations saisonnières (CVS) :** l'évolution d'une série statistique se décompose en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et une composante irrégulière. La correction des variations saisonnières est une technique utilisée pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composante irrégulière).

### Tableau de bord

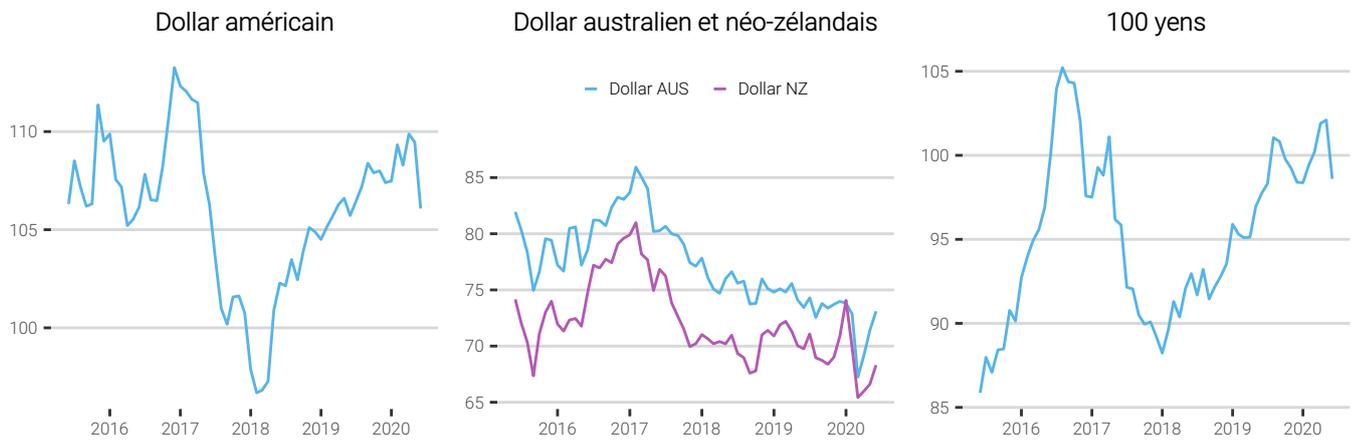
Les données sont calculées en moyenne mobile/glissante sur douze mois. La moyenne glissante, ou moyenne mobile permet de « lisser » une série de valeurs exprimées en fonction du temps (série chronologique) : cela permet d'éliminer les fluctuations les moins significatives et lisse le phénomène étudié en noyant les valeurs extrêmes dans une masse de données davantage représentative d'une tendance moyenne. Cette moyenne est dite mobile parce qu'elle est recalculée de façon perpétuelle, dès lors qu'une nouvelle donnée intègre la série en venant remplacer la plus ancienne, modifiant ainsi la date de référence.

Fig. 3. Industrie



Source : Banque Mondiale

Fig. 4. Taux de change



Source : Banque de Polynésie

Fig. 5. Indice boursiers



Source : Les Echos - Investir

TABLE 2. Tableau de bord

ENTREPRISES							
Démographie des entreprises	juin-19	septembre-19	déc.-19	mars-20	juin-20	T / T-1	T / T-4
Créations	1 756	1 517	1 301	1 012	723	-28,6%	-58,8%
Radiations	1 301	1 125	1 056	808	623	-22,9%	-52,1%
Stock	69 474	70 124	70 739	71 327	71 823	0,7%	3,4%
Nbr assujetties à la TVA	7 489	7 462	7 309	7 011	nd	-4,1%	-

Unité : nombre, moyenne des 12 derniers mois

Sources : ISPF, Contributions

Production	juin-19	septembre-19	déc.-19	mars-20	juin-20	T / T-1	T / T-4
Importations de Biens d'équipement	33 508	32 387	32 535	32 938	32 340	-1,8%	-3,5%
Importations de Biens intermédiaires	40 722	40 230	40 720	40 549	39 102	-3,6%	-4,0%
Consommation Moyenne tension	221 320	221 460	221 550	221 126	214 162	-3,1%	-3,2%
Chambres offertes (Hotels Internationaux)	936 302	932 540	925 871	897 742	680 229	-24,2%	-27,3%

Unités : millions de F.CFP, milliers de kWh, nombre, cumul sur 12 mois

Sources : ISPF, Douanes, EDT

Résultats	juin-19	septembre-19	déc.-19	mars-20	juin-20	T / T-1	T / T-4
Chiffre d'affaires des entreprises	897 619	907 049	911 748	907 659	nd	-0,4%	-
Exportations locales	11 507	10 376	10 018	8 823	7 408	-16,0%	-35,6%
<i>Perles brutes</i>	6 396	5 290	4 870	4 040	3 262	-19,3%	-49,0%
<i>Poissons</i>	1 714	1 764	1 818	1 686	1 279	-24,1%	-25,4%
Nuitées touristiques	3 365 798	3 447 621	3 534 854	3 388 145	2 483 090	-26,7%	-26,2%
Nombre de touristes	229 645	233 088	236 642	223 135	163 659	-26,7%	-28,7%
Passagers débarqués à Faa'a	348 355	350 567	352 625	338 904	251 801	-3,9%	-27,7%

Unités : millions de F.CFP, nombre, cumul sur 12 mois

Sources : ISPF, Contributions, Douanes, ADT

Emploi	juin-19	septembre-19	déc.-19	mars-20	juin-20	T / T-1	T / T-4
Nombre de salariés déclarés	65 394	65 664	66 021	66 368	nd	0,5%	-
Nombre de salariés en Equivalent Temps Plein	56 392	56 698	57 071	57 410	nd	0,6%	-
Demandes Emploi non satisfaites en Fin de Mois (DEFM)	12 428	12 296	11 940	11 062	9 801	-11,4%	-21,1%
Offres d'emploi normal	3 827	3 713	3 825	3 502	3 017	-13,8%	-21,2%

Unités : nombre, cumul/moyenne des 12 derniers mois

Sources : ISPF, CPS, SEFI

MENAGES							
Revenu	juin-19	septembre-19	déc.-19	mars-20	juin-20	T / T-1	T / T-4
Salaire Moyen en équivalent temps plein	331 515	330 655	329 218	328 923	nd	-0,1%	-
Masse salariale	56 094	56 238	56 394	56 663	nd	0,5%	-

Unités : F.CFP, millions de F.CFP, moyenne des 12 derniers mois

Sources : ISPF, CPS

Consommation	juin-19	septembre-19	déc.-19	mars-20	juin-20	T / T-1	T / T-4
Importations de Produits alimentaires	44 384	45 313	45 934	45 867	45 977	0,2%	3,6%
Importations de Biens de consommation	29 847	29 753	30 054	30 110	28 416	-5,6%	-4,8%
Chiffre d'affaires Commerces détails	225 534	229 319	233 645	234 383	nd	0,3%	-
Indice des prix	106,96	107,2	107,46	107,78	107,8	0,0%	0,8%
Importations de Produits énergétiques	21 717	21 634	22 110	23 177	21 397	-7,7%	-1,5%
Consommation électricité basse tension	257 029	259 443	260 572	261 146	259 907	-0,5%	1,1%
Importations de Produits de l'industrie automobile	15 927	16 898	17 997	18 573	17 463	-6,0%	9,6%
Nombre d'Immatriculations (VP)	5 266	5 127	5 200	5 090	4 736	-7,0%	-10,1%

Unités : millions de F.CFP, indice base 100 2008, milliers de kWh, nombre cumul/moyenne des 12 derniers mois

Sources : ISPF, Douanes, Contributions, DTT

## PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES - DONNÉES BRUTES - 1ER TRIMESTRE 2020

	PIB (provisoire)		Indice des prix à la conso. Var. /1 an	Taux de chômage Fin de trim	Taux directeur Banques Centrales	Dernier changement
	Var. /3 mois	Var. /1 an				
Etats-Unis	-9,5%	-32,9%	0,6%	11,1%	1,8%	30/10/19
Zone Euro	-12,1%	-15,0%	0,3%	7,8%	0,0%	10/03/16
France (1)	-13,8%	-19,0%	0,2%	7,1%	0,0%	10/03/16
Japon	-7,8%	-9,9%	0,1%	2,8%	-0,1%	29/01/16
Australie	-7,0%	-6,3%	-0,3%	7,4%	0,8%	30/09/19
Nouvelle-Zélande	-12,2%	-12,4%	1,5%	4,0%	1,0%	07/08/19
Chine (2)	11,5%	3,2%	2,5%	5,7%	3,9%	20/04/20

(1) les Départements d'Outre-Mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix

(2) Taux de chômage urbain (seul taux officiel)

Source : Eurostat, instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, OCDE

## Sources

Chaque trimestre, la publication « Points Conjoncture Te Ave'ia » fait la synthèse de la conjoncture locale, reprenant l'évolution de l'ensemble des indicateurs de conjoncture économique et sociale. Ces indicateurs sont issus des enquêtes de l'ISPF, mais aussi de nombreux organismes qui collectent des informations chiffrées sur les domaines de leur compétence.

**Caisse de prévoyance sociale (CPS)** : cet organisme traite l'ensemble des déclarations de main-d'œuvre du régime général des salariés. Les statistiques de l'emploi salarié sont réalisées à partir de ces déclarations.

**Direction des douanes** : cet organisme traite l'ensemble des déclarations de marchandises entrant ou sortant du territoire. L'ISPF retraite ces données pour en tirer des indicateurs d'échanges de marchandises avec les autres pays et analyser les flux en importations comme en exportations.

**Direction des impôts et contributions** : cet organisme traite les déclarations TVA à partir desquels l'Institut mesure l'évolution des chiffres d'affaires des entreprises par secteur d'activité.

**Direction des transports terrestres** : cet organisme gère les immatriculations des véhicules et fournit les statistiques à l'ISPF.

**Électricité de Tahiti** : principal opérateur pour la fourniture d'énergie électrique en Polynésie française, il transmet les statistiques de production et consommation d'électricité à l'ISPF.

**Port Autonome de Papeete** : cet établissement public à caractère industriel et commercial gère la zone portuaire. Il identifie les navires faisant escale en Polynésie française et dénombre leurs passagers et membres d'équipage.

**Service de l'emploi formation et insertion professionnelle (SEFI)** : le SEFI reçoit l'ensemble des demandes et offres d'emploi qui permettent de réaliser le suivi statistique du marché du travail.

**Synthèse économique** : Les indicateurs permettant de suivre l'évolution de la conjoncture internationale sont extraits des sources suivantes : Banque de Polynésie, site du journal « les Echos » sur les places boursières (bourse.lesechos.fr), instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, Banque mondiale, OCDE et Eurostat.

## Télécharger les données

 Télécharger toutes les données au format Excel

<b>Editeur</b>	Institut de la statistique de Polynésie française
<b>Collection</b>	Points Conjoncture
<b>Numéro</b>	1221
<b>Auteur de la publication</b>	Della SIU
<b>Rédacteur en chef</b>	Patricia ANNEVILLE
<b>Directeur de la publication</b>	Nicolas PRUD'HOMME
<b>Dépôt légal</b>	Octobre 2020
<b>Informations</b>	Immeuble Uupa - 1 <sup>er</sup> étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
<b>Téléphone</b>	+689 40 47 34 34
<b>Fax</b>	+689 40 42 72 52
<b>Courriel</b>	ispf@ispf.pf
<b>Copyright</b>	© ISPF, Papeete 2020 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
<b>ISSN</b>	1247-7370

